



## ARRÊTÉ MUNICIPAL

<b>SERVICE/DIRECTION : GEP VOIRIE</b>  <b>Réf: OIT/MLB</b> <b>Réf : Ev231621</b>	<b>OBJET : TRAVAUX INTÉRIEURS - LIVRAISONS</b>  <b>FACE AU N° 24 RUE TRAJAN</b>  <b>PROROGATION AM VOI-AV-2024-01406 Du 04/05/2024 au 21/05/2024</b>
---	--

**Le Maire de la ville de NÎMES,  
Maire**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

**Vu** le Code de la route et notamment l'article R. 417.10

**Vu** le Code de l'Environnement,

**Vu** le Code Pénal,

**Vu** le Code de la Voirie Routière, notamment ses articles L. 113-2, L. 115-1, L. 141-2, R. 115-1 et R. 116-2,

**Vu** l'Arrêté Municipal n° 273 du 1er février 1992 réglementant la circulation et le stationnement dans l'agglomération nîmoise,

**Vu** la Délibération n°2016-06-28 du 19 novembre 2016 relative à l'extension du périmètre de stationnement payant sur voirie à compter du 1er juillet 2017 .

**Vu** la Délibération n°2017-06-66 du 18 novembre 2017 relative à l'institution d'un stationnement payant sur voirie à Nîmes et à la fixation d'un barème tarifaire

**Vu** la Délibération du 12 décembre 2015 adoptant de nouvelles grilles tarifaires d'occupation du domaine public de la Ville de Nîmes 2016 : Marchés et Voirie,

**Vu** la délibération n°2023-04-060 du 8 juillet 2023 relative à la modification du barème tarifaire de stationnement payant sur voirie à compter du 2 octobre 2023.

**Vu** l'Arrêté n°CIR-AP-2023-09-00039 du 27 septembre 2023 relatif à la réglementation du stationnement payant sur voirie.

**Vu** le Règlement de voirie de la Ville de Nîmes modifié,

**Vu** l'arrêté municipal n° 198 du 8 juillet 2020, règlementant la délégation de fonction et de signature de Mme Claude de GIRARDI, adjointe au maire, déléguée à la mobilité, la circulation et au stationnement

**Vu** l'Avis des services techniques

**Vu** la demande du pétitionnaire en date du 29/04/2024,

**Considérant** qu'il importe de faciliter la réalisation de travaux intérieurs - livraisons dans l'agglomération nîmoise,

**ARRÊTE****ARTICLE 1 - STATIONNEMENT**

du 04/05/2024 au 21/05/2024 (hors période férié du 16/05/2024 au 20/05/2024)

- **RUE TRAJAN** : Le stationnement de tout véhicule sera considéré comme gênant **AU DROIT ET A PARTIR DU N° 27 JUSQU'A L'ANGLE DE LA RUE AGRIPPA**. Seul les véhicules du pétitionnaire **RS CONSTRUCTION** seront autorisés à stationner.

- **QUAI DE LA FONTAINE** : Le stationnement de tout véhicule sera considéré comme gênant **sur 2 emplacements AU DROIT DU N° 14 pour la pose des GBA BETON**.

- **RUE AGRIPPA** : Le stationnement de tout véhicule sera considéré comme gênant **AU DROIT DES N° 6 ET N°8 pour la pose des GBA BETON**.

Du fait de la neutralisation de places de stationnement payant sur voirie, le pétitionnaire devra s'acquitter auprès de nos services des redevances d'occupation correspondantes, qui s'élèvent à 108 euro(s)€ (calculée au m<sup>2</sup> par jour).

**ARTICLE 2 - CIRCULATION** du 04/05/2024 au 21/05/2024 uniquement entre 07H00 et 18H00 (hors période férié du 16/05/2024 au 20/05/2024)

- **L'ACCES des véhicules POIDS LOURD AU CHANTIER** :

Les véhicules **POIDS LOURD** ainsi que **TOUTES LES LIVRAISONS** du chantier se feront **IMPERATIVEMENT PAR LE QUAI DE LA FONTAINE COTE "BORNE"**.

Les **VL** du pétitionnaire seront autorisés à manoeuvrer en marche arrière à partir de la rue Agrippa jusqu'à l'entrée du chantier **FACE AU N° 24 RUE TRAJAN** à l'aide d'hommes Trafic impérativement.

**EN AUCUN CAS, ILS DEVRONT APPRUNTER LE PONT DE VERGNE QUI EST INTERDIT AU VL DE PLUS DE 3T5.**

- **CHARGEMENT ET DECHARGEMENT PONCTUELS** :

La **RUE TRAJAN** sera mise en impasse, à partir du **N° 27** jusqu'au **QUAI DE LA FONTAINE** **uniquement le temps du chargement et déchargement.**

Déviaton: Quai de la Fontaine.

Il appartiendra au pétitionnaire de délimiter un périmètre de sécurité autour du chantier ainsi qu'un cheminement pour les piétons afin d'éviter tous risques d'accidents.

L'ensemble de la signalisation - **panneaux « interdiction de stationner avec mise en fourrière, déviation, d'information de chantier »** ainsi que l'affichage du présent arrêté municipal de police de roulage seront mis en place par le pétitionnaire à ses frais et sous sa responsabilité **au minimum 48h avant**.

La signalisation nécessaire à la sécurité du public sera assurée de jour et de nuit par le pétitionnaire chargé des travaux : **RS CONSTRUCTION** demeurant **9 PLACE DE LA MAIRIE 30300 JONQUIERES ST VINCENT** représentée par **Monsieur Sébastien RODOLOSI**.

**ARTICLE 3** - Les véhicules en infraction au présent arrêté seront enlevés aux frais et périls de leurs propriétaires, à la diligence des Services de Police.

**ARTICLE 4** - Les usagers de la voie publique devront se conformer aux indications données, soit par la signalisation, soit par les agents du service d'ordre, selon les mesures particulières imposées par les circonstances.

**ARTICLE 5** - Le présent arrêté devra être affiché sur le chantier.

**ARTICLE 6** - La présente autorisation est accordée à titre précaire et ne constitue qu'une pure tolérance sous réserve du droit des tiers. Elle peut toujours être modifiée ou révoquée en tout ou en partie, lorsque l'Administration Municipale le jugera utile dans l'intérêt public. Le pétitionnaire est tenu de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, sans qu'il puisse s'en prévaloir pour réclamer une quelconque indemnité.

#### **ARTICLE 7 - PROPRETÉ DES ABORDS DU CHANTIER**

- Le pétitionnaire et les sous-traitants éventuels doivent protéger par tous les moyens appropriés le sol et les abords du chantier et maintenir en permanence en parfait état de propreté le lieu de l'intervention.
- A l'issue du chantier, une visite de propreté sera réalisée avec le service de la Gestion de l'Espace Public ; en cas de problème constaté, le pétitionnaire devra rendre le domaine public dans un état d'hygiène et de propreté immédiatement.

**ARTICLE 8** - En cas de non-respect des prescriptions mentionnées un procès verbal sera dressé conformément à l'article R.116 du code de voirie routière. Le contrevenant pourra être redevable d'une contravention de 5ème classe, ainsi qu'au paiement des frais occasionnés par la réparation du dommage.

**ARTICLE 9** - **M. le Directeur Général des Services, M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique et M. le Directeur de la Police Municipale sont chargés**, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Pour Le Maire de Nîmes et par  
délégation,  
l'Adjointe déléguée,**

**Claude De GIRARDI**

#### **VOIES DE RECOURS ET DELAIS**

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de NIMES dans un délai de 2 mois à compter de sa notification au pétitionnaire. Il peut également être contesté dans les mêmes conditions par toute personne intéressée dans un délai de 2 mois à compter de sa publication sur le site internet de la Commune de NIMES.  
Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours Citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*